

Les crédits

aller-retour par semaine. Enfin, de Toronto à Niagara Falls, il y aura 14 liaisons plutôt que 21.

Voyons le taux d'occupation des places sur certains des trains que nous supprimons. Il s'établit à 39 p. 100, à 50 p. 100 ou encore à p. 56 p. 100, ce qui est le taux le plus élevé sur les itinéraires desservis. En d'autres termes, 44 p. 100 des sièges sont vides sur tous les itinéraires dont je viens de parler.

Les dépenses publiques et privées dans le domaine des transports au Canada au cours des dix prochaines années ne peuvent se chiffrer qu'en centaines de milliards de dollars—et nous parlons en l'occurrence de tous les modes de transport. Ainsi, pour bien étudier un réseau intégré de ce genre, le gouvernement devait offrir une tribune permettant à tous les Canadiens de soumettre des propositions réfléchies, exhaustives, tournées vers l'avenir. C'est pourquoi le premier ministre a créé une commission royale. On a annoncé en même temps que des compressions étaient effectuées à VIA Rail. Cette commission doit enquêter et faire rapport sur un réseau intégré de transport voyageurs interurbain tendant à répondre aux besoins du Canada et des Canadiens dans les décennies à venir.

On ne soulignera jamais assez la taille et l'importance de notre réseau de transport. Son développement futur doit permettre de parvenir à un réseau propre à relever les défis du XXI^e siècle et pas simplement du XX^e siècle. Cette commission royale devra étudier la question et recommander des solutions au sujet du rôle d'un réseau intégré de transport-voyageurs interurbain, au Canada, et de ses liens avec tout le réseau de transport; elle devra également se pencher sur la structure d'un réseau de transport combiné approprié et démontrer les liens qui existent ainsi que les possibilités et les limites pour ce qui est de parvenir à un réseau de transport national, et il lui faudra, enfin, au besoin, proposer des arrangements financiers permettant d'établir un réseau de ce genre, en tenant compte des compétences de tous les niveaux du gouvernement et du rôle du secteur privé. La commission prévoira le contexte du XXI^e siècle pour conseiller les gouvernements sur les besoins futurs des Canadiens et les liens entre les modes de transport du futur.

• (1440)

Grâce à de vastes consultations et à son mandat général, la commission devrait produire un plan d'action clair

qui garantira que les modes de transport entre les régions du Canada seront maintenus et améliorés.

En faisant son annonce, le premier ministre a insisté sur l'importance de tenir compte du large éventail de domaines d'intérêt des Canadiens et des rôles respectifs de chaque ordre de gouvernement et du secteur privé dans le transport interurbain. Il a également insisté sur la nécessité d'instaurer un équilibre entre les besoins en transport au Canada et la politique gouvernementale de développement économique respectueux de l'environnement.

La commission se penchera sur les tendances sociales et démocratiques propres au Canada et élaborera un plan qui permettra au système de transport de s'adapter aux besoins et aux exigences, parfois contradictoires, des usagers, des exploitants, des employés et des autres parties en cause. Elle devrait normalement donner aux Canadiens les grandes lignes d'un système complet et coordonné de transport qui resteront valables jusqu'au cœur du XXI^e siècle.

M. Nault: Monsieur le Président, j'ai quelques questions à poser au député. Selon les chiffres de Revenu Canada, il y aurait eu, ces cinq dernières années, une réduction marquée des paiements de transfert aux provinces et aux autres paliers de gouvernement. En entendant la déclaration du député, on comprend facilement pourquoi. C'est parce que le gouvernement a l'impression de ne plus contrôler le déficit et croit que pour remédier à la situation, il lui faut se décharger du fardeau sur les autres paliers de gouvernement.

J'ai une question à poser au député. Est-il en train de nous dire que le gouvernement ne donnera plus la priorité aux régions? Que c'est bien tant pis pour les municipalités et les provinces si elles ne peuvent pas desservir des localités comme celles du nord-ouest de l'Ontario, si elles ne peuvent pas prendre la relève du gouvernement qui a décidé de supprimer le *Canadien*, ce service qui assurait la liaison avec les principaux centres?

Le gouvernement semble transférer ses problèmes. Nous ne prétendons pas que tout soit rose de ce côté-ci de la Chambre. Nous comprenons que beaucoup de difficultés se posent. Mais j'ai décidé de tenter ma chance sur la scène politique fédérale parce que je voyais le Canada comme une entité et que je trouvais important que le gouvernement fédéral intervienne pour que toutes les régions fassent partie de cette entité. Voilà pourquoi